



La soixante et unième session de la [Commission de la condition de la femme](#) a eu lieu au siège des Nations Unies à New York du 13 au 24 mars 2017.

Le thème prioritaire de la session 2017 était L'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution

Thème examiné:

Difficultés rencontrées et résultats obtenus dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles (conclusions concertées de la cinquante-huitième session)

Question nouvelle ou tendance:

L'autonomisation des femmes autochtones

Ont participé à la CSW des représentants des [États membres](#) , des entités des Nations Unies et des [organisations non gouvernementales accréditées par l'ECOSOC \(ONG\)](#) de toutes les régions du monde.

Conclusions agréées

Le résultat de l'examen du thème prioritaire par la Commission prend la forme de conclusions concertées, négociées par tous les États.

le document officiel (EN) [ici](#)

Side events

De nombreux side events ont été organisés en partenariat avec les États.

La CLEF a organisé avec la Fondation Jean Jaurès et le Mouvement pour le Planning familial et nos nombreux partenaires, un **side event le Mercredi 15 mars 2017 à 15h** aux Nations Unies.

Face aux menaces et aux freins qui pèsent sur les Droits sexuels et reproductifs des femmes, la CLEF et ses partenaires ont voulu par l'organisation de ce side event officiel montrer leur solidarité aux femmes américaines dont les acquis sont ébranlés par leur nouveau président et à toutes les femmes du monde entier, dont la vie est en péril à cause de carcans politiques, sociaux et religieux qui empêchent la reconnaissance du droit fondamental des femmes, celui de choisir et maîtriser leur corps.

Si l'autonomisation économique des femmes est la clef de leur émancipation, elle ne pourra

pas se réaliser sans le respect de leurs DSSR qui doivent être inscrits en tant que tels dans les constitutions nationales et conventions internationales.

La CLEF et ses partenaires ont voulu porter un message fort en matière de DSSR et réaffirmer la position de la France . Le side event a été une réussite qui a mobilisé un très grand nombre . La ministre des Familles, de la petite enfance et des Droits des femmes a pu reaffirmer le positionnement ferme de la France sur cette question en rappelant les avancées qui avait été faite sous la dernière mandature (remboursement à 100%, délit d'entrave numérique, abandon de la notion de détresse)
